

canadienne et nous aurions été de vrais impérialistes, finançant la marine britannique, et nous serions demeurés des coloniaux, comme ceux que tout le monde dénigre aujourd'hui. Mais l'opposition se cantonne aveuglément dans l'attitude traditionnelle qui consiste à s'opposer à tout et à proclamer que c'est de l'arrogance que d'agir quand il le faut. Donc, il n'y aurait pas eu de marine canadienne et le Canada serait resté à jamais accroché aux jupons de sa mère impériale. Maintenant, il n'y a plus de mère impériale et il n'y a plus d'empire, de sorte que le Canada se retrouverait accroché à du vent, je suppose.

Puis la Société Radio-Canada a été créée, dont le concept était excellent accompagné du contrôle fédéral de la radiodiffusion. Il y a eu en outre une gamme étendue de programmes d'aide sociale. Tout le monde s'en félicite sans doute. D'aucuns diront peut-être que le gouvernement n'a pas donné autant que le peuple l'aurait voulu, mais il a sûrement donné beaucoup plus que d'autres ne l'auraient fait tout en menant le pays à la faillite. La Déclaration canadienne des droits fut un effort digne d'éloges de la part du gouvernement fédéral pour établir des normes d'après lesquelles les droits de tous les Canadiens peuvent être mesurés et respectés. Mais vous constaterez que bien des provinces ont été trop mesquines pour les accepter. Puis, ce fut le drapeau canadien. Aujourd'hui, tout le monde trouve la chose tout à fait normale. Nous aurions l'air idiots si nous n'avions pas de drapeau national, mais c'est le gouvernement fédéral qui a dû en prendre l'initiative.

Le rôle que nous avons joué auprès des Nations Unies en assurant l'ordre public a été utile. L'importance que nous attachons à l'échelon fédéral au principe de l'égalité régionale constitue un autre exemple de l'initiative fédérale. Je regrette que cet objectif n'ait pas été atteint, mais le principe a été établi et nous l'appuyons. Nous tentons de plus en plus de l'appliquer. Sans un pouvoir fédéral solide, qui peut imaginer l'existence d'un Canada influent et toujours résolu à anéantir les obstacles qui empêchent le peuple de s'épanouir?

Le gouvernement fédéral, en favorisant l'épanouissement des cultures autres que les cultures anglaise et française a écarté une fois pour toutes la théorie insidieuse et nocive de la fusion des races. Il a soutenu énergiquement la position qu'aucune province ou région canadienne n'a droit à des pouvoirs spéciaux. Au début du printemps de 1972, notre pays paraît avoir enfin réglé un certain nombre de questions qui semblaient être les problèmes fondamentaux qu'il fallait débattre durant les années 60. Je prétends qu'il est maintenant temps de nous engager dans d'autres voies. La période d'après-guerre est bel et bien terminée dans le monde entier. Soudain, nous voilà engagés dans un nouveau match mondial dont toutes les règles n'ont pas été définies. L'initiative prise maintenant par les États-Unis en vue d'établir un climat de détente dans leurs relations avec la République populaire de Chine, ainsi que leurs activités fébriles dans les secteurs commercial et monétaire, de même que l'entrée imminente de la Grande-Bretagne dans le Marché commun européen, ne laissent planer aucun doute là-dessus. Le Canada, s'il veut demeurer aussi indépendant et souverain qu'il est possible de l'être aujourd'hui, se doit de tenir compte du fait qu'il n'en tient qu'à lui d'atteindre cet objectif.

Je suppose que nous pourrions nous allier aux éléments protectionnistes américains et nous efforcer de devenir une annexe insignifiante dans une sorte de bloc occidental. Dans ce cas, l'instrument tout choisi pour y parvenir

serait le parti qui est secoué par la queue du chien de garde du protectionnisme, soit les grands syndicats américains qui constituent le moteur principal du mouvement protectionniste, à mon avis. Mais je ne crois pas qu'il faille nous y résigner, même si cela voulait dire que nous n'aurions pas à nous préoccuper bien longtemps de chaque décision. C'est à Washington qu'on prendrait les décisions à notre place. Adopter une telle politique eût été assurément à la fois un reniement de notre tradition de pays échangiste et un renoncement à notre propre raison d'être, tout en assurant notre déclin et notre chute. Et ce ne serait pas seulement notre propre déclin, notre propre effondrement qu'elle entraînerait, mais aussi ceux des nations antillaises et sud-américaines émergentes.

• (1610)

Il y a 140 ans, Charles Darwin commença à élaborer sa théorie de l'évolution. Alors jeune naturaliste, il descendit du navire *Beagle* pour explorer l'intérieur du Brésil. Pendant son voyage, il observa que, dans la nature, rien n'était sûr: chercher ou être soi-même une proie était la condition de l'existence. Chaque espèce devait s'adapter ou disparaître. A mon sens, cette leçon est aujourd'hui d'une urgente actualité pour l'humanité. Tout comme le Canada ne peut survivre sans que, de propos délibéré, on favorise la prospérité et la diversité culturelle dans ses diverses régions, de même, le monde ne peut survivre sans que, de propos délibéré et sans répit, on cherche à créer la prospérité et le bien-être partout où des hommes existent. Les Nations Unies deviendront peut-être un jour une fédération coopérative de puissances mondiales. Nous pouvons dire sans crainte de nous tromper que nous avons dépassé l'étape dangereuse où aurait pu se réaliser le cauchemar ultime, celui de l'État mondial universel. Sans conteste, la tolérance et le commerce sont les éléments clés de la survivance tant du Canada fédéral que du monde. Quiconque prétend que le Canada n'a pas besoin du commerce extérieur devrait simplement examiner le chiffre de ce commerce par habitant et le pourcentage de notre produit national brut qui en provient. Il est pour nous d'intérêt vital de libéraliser le commerce partout où c'est possible. Seuls nous ne pouvons résoudre les problèmes commerciaux du monde.

Sur la scène nationale, nulle province ou nul gouvernement provincial laissés à eux-mêmes ne peuvent résoudre le problème, même sur le plan régional, sans tenir compte du cadre fédéral, sans que l'autorité fédérale ne prenne les initiatives nécessaires. C'est pourquoi il importe tellement que la Chambre, formée d'hommes et de femmes élus par toutes les régions du Canada, persiste à essayer de représenter le Canada tout entier et à ne jamais se laisser éclipser parfois par une assemblée législative provinciale.

Il importe aujourd'hui que nous répondions à ces questions-ci: sur quelles industries devons-nous concentrer notre attention? Quels objectifs d'expansion devrions-nous poursuivre: hausser les revenus ou créer des emplois? Où se situeront nos marchés commerciaux et quelle doit être notre politique commerciale? Devrions-nous nous diriger vers un marché continental commun ou rechercher de nouveaux marchés outre-mer? Où voulons-nous que l'expansion se produise? La souhaitons-nous limitée seulement à nos trois grandes villes, comme actuellement, ou dispersée dans l'ensemble de notre territoire? Au premier abord, certains peuvent penser que discuter, par exemple, d'expansion industrielle, signifie l'indifférence envers nos problèmes sociaux. Je prétends que ces questions sont solidaires. Nous avons un gâteau et